

Dans cet article, le chercheur ukrainien Volodymyr Ishchenko analyse l'invasion de l'Ukraine et, plus largement, les conflits qui secouent l'espace post-soviétique dans une perspective de classe. Il propose le concept de « capitalisme politique » pour caractériser la configuration socio-économique de la Russie actuelle mais aussi celle de l'ensemble des Etats issus de la désintégration de l'URSS.

Dans cette perspective, ce sont les intérêts et conflits de classe propres à ce type de capitalisme qui rendent compte à la fois de la décision du déclenchement de la guerre en Ukraine, du projet d'intégration occidentale poursuivi par le régime ukrainien et certains Etats post-soviétiques avec l'appui de fractions capitalistes et des classes moyennes éduquées, qui s'affirment comme un acteur clé de la scène politique de cette aire.

Cette configuration reste pourtant hautement instable, aucun bloc n'étant en mesure de résoudre la crise d'hégémonie prolongée qui marque ces régimes. La guerre en Ukraine exacerbe ces contradictions, tant à l'intérieur de la Russie qu'à l'extérieur, ouvrant peut-être un espace pour l'intervention des classes subalternes.

Depuis que les forces russes ont envahi l'Ukraine au début de l'année, les analystes situés sur l'ensemble du spectre politique se sont efforcés d'identifier exactement qui, ou ce qui nous a conduit à cette issue. Des expressions comme « la Russie », « l'Ukraine », « l'Occident » ou « le Sud » ont été utilisées comme si elles désignaient des acteurs politiques unifiés. Même à gauche, les déclarations de Vladimir Poutine, Volodymyr Zelensky, Joe Biden et d'autres chefs d'Etat sur les « préoccupations sécuritaires », l'« autodétermination », le « choix civilisationnel », la « souveraineté », l'« impérialisme » ou l'« anti-impérialisme » sont souvent prises pour argent comptant, comme si elles représentaient des intérêts nationaux cohérents.

Le débat sur les intérêts de la Russie – ou, plus précisément, de la clique dirigeante russe – dans le lancement de la guerre tend à se polariser autour de positions extrêmes discutables. Beaucoup prennent les propos de Poutine au pied de la lettre, sans même se demander si son obsession pour l'expansion de l'OTAN ou son insistance à considérer que les Ukrainiens et les Russes constituent « un seul peuple » représentent des « intérêts nationaux » russes ou s'ils sont partagés par la société russe dans son ensemble. De l'autre côté, beaucoup considèrent ses remarques comme des mensonges éhontés et une communication à visée stratégique sans rapport avec ses objectifs « réels » en Ukraine.

À leur manière, ces deux positions servent à mystifier les motivations du Kremlin plutôt qu'à les clarifier. Les discussions actuelles sur l'idéologie russe ressemblent souvent à un retour à l'époque de *L'idéologie allemande*, rédigée par les jeunes Karl Marx et Friedrich Engels il y a quelque 175 ans. Pour certains, l'idéologie dominante de la société russe est une représentation fidèle de l'ordre social et politique. D'autres pensent que le simple fait de proclamer que l'empereur est nu suffira à percer la bulle de l'idéologie.

Malheureusement, le monde réel est plus compliqué. La clé pour comprendre « ce que veut vraiment Poutine » n'est pas de sélectionner des phrases obscures dans ses discours et articles qui correspondent aux préjugés des observateurs, mais plutôt de mener une analyse systématique des intérêts matériels, de l'organisation politique et de la légitimation idéologique de la classe sociale qu'il représente.

Dans ce qui suit, j'essaie d'identifier certains éléments de base d'une telle analyse pour le

contexte russe. Cela ne signifie pas qu'une analyse similaire des intérêts des classes dirigeantes occidentales ou ukrainiennes dans ce conflit soit sans intérêt ou inappropriée, mais je me concentre sur la Russie en partie pour des raisons pratiques, en partie parce que c'est la question la plus controversée du moment, et en partie parce que la classe dirigeante russe porte la responsabilité première de la guerre. En comprenant leurs intérêts matériels, nous pouvons aller au-delà des explications peu convaincantes qui prennent pour argent comptant les affirmations des dirigeants et nous diriger vers une image plus cohérente de la manière dont la guerre s'enracine dans le vide économique et politique créé par l'effondrement de l'Union soviétique en 1991.

Quelle validité pour le concept d'impérialisme ?

Pendant la guerre actuelle, la plupart des marxistes se sont référés au concept d'impérialisme pour théoriser les intérêts du Kremlin. Bien sûr, il est important d'analyser chaque ensemble de problèmes avec l'ensemble des outils disponibles. Mais il est tout aussi important de les utiliser correctement.

Le problème ici est que le concept d'impérialisme n'a pratiquement pas fait l'objet de développement supplémentaire quand il s'agit de l'appliquer à la condition post-soviétique. Ni Lénine ni aucun autre théoricien du marxisme classique n'aurait pu imaginer la situation fondamentalement nouvelle qui a émergé avec l'effondrement du socialisme soviétique. Leur génération a analysé l'impérialisme de l'époque de l'expansion capitaliste et de la modernisation. La situation post-soviétique, en revanche, est une crise permanente de contraction, de « démodernisation » et de « périphérisation » du pays.

Cela ne signifie pas que l'analyse de l'impérialisme russe d'aujourd'hui est inutile en tant que telle, mais nous devons faire beaucoup de travail conceptuel pour la rendre fructueuse. Un débat sur la question de savoir si la Russie contemporaine constitue un pays impérialiste en se référant à certaines définitions de manuels du vingtième siècle n'a qu'une valeur scolaire. D'un concept explicatif, l'« impérialisme » se transforme en une étiquette descriptive anhistorique et tautologique : « La Russie est impérialiste parce qu'elle a attaqué un voisin plus faible » ; « La Russie a attaqué un voisin plus faible parce qu'elle est impérialiste », et ainsi de suite.

N'arrivant à trouver ni un capital financier russe expansionniste- compte tenu de l'impact des sanctions sur l'économie russe très mondialisée et des actifs occidentaux des « oligarques » russes ; ni un objectif de conquête de nouveaux marchés en Ukraine, laquelle n'a réussi à attirer pratiquement aucun investissement direct étranger, ou IDE, à l'exception de l'argent offshore de ses propres oligarques ; ni une volonté de contrôle des ressources stratégiques – quels que soient les gisements de minerais sur le sol ukrainien, la Russie aurait besoin soit d'une industrie en expansion pour les absorber, ou, au moins, de la possibilité de les vendre à des économies plus avancées, ce qui, oh surprise !, est sévèrement limitée en raison des sanctions occidentales ; ou toute autre motivation typiquement impérialiste à l'origine de l'invasion russe, certains analystes affirment que la guerre pourrait renvoyer à la rationalité autonome d'un impérialisme « politique » ou « culturel ». Il s'agit en définitive d'une explication éclectique.

Notre tâche consiste précisément à expliquer comment les rationalités politiques et

idéologiques de l'invasion reflètent les intérêts de la classe dirigeante. À défaut de cela, nous aboutissons inévitablement à des théories grossières du pouvoir pour le pouvoir ou du fanatisme idéologique. En outre, cela signifierait que la classe dirigeante russe a été prise en otage par un maniaque assoiffé de pouvoir et un chauvin national obsédé par une « mission historique » consistant à restaurer la grandeur de la Russie, ou qu'elle souffre d'une forme extrême de fausse conscience – partageant les idées de Poutine sur la menace de l'OTAN et son déni de la souveraineté étatique ukrainienne, ce qui mènes à des politiques objectivement contraires aux intérêts de cette classe.

Je pense que c'est une erreur. Poutine n'est ni un maniaque assoiffé de pouvoir, ni un zélateur idéologique (ce type de dirigeant politique a été marginal dans tout l'espace post-soviétique), ni un fou. En lançant la guerre en Ukraine, il protège les intérêts collectifs rationnels de la classe dirigeante russe. Il n'est pas rare que les intérêts collectifs de la classe ne recoupent que partiellement les intérêts des représentants individuels de cette classe, voire les contredisent. Mais quel type de classe domine réellement la Russie – et quels sont ses intérêts collectifs ?

Le « capitalisme politique » en Russie et au-delà

À la question de savoir quelle est la nature de la classe dominante en Russie, la plupart des gens de gauche répondraient presque instinctivement : les capitalistes. Le citoyen ordinaire de l'espace post-soviétique les appellerait probablement « voleurs », « escrocs » ou « mafieux ». Une réponse un peu plus intellectuelle serait « oligarques ». Il est facile de rejeter ces réponses comme relevant de la fausse conscience de celles et ceux qui ne comprennent pas leurs dirigeants en termes marxistes « appropriés ». Cependant, une analyse plus productive consisterait à se demander pourquoi les citoyens post-soviétiques mettent l'accent sur la prédation et l'interdépendance étroite entre les entreprises privées et l'État qu'implique le terme « oligarque ».

Comme pour la discussion sur l'impérialisme moderne, nous devons prendre au sérieux la spécificité de la condition post-soviétique. Historiquement, l'« accumulation primitive » s'est produite dans le processus de désintégration centrifuge de l'État et de l'économie soviétiques. Le politologue Steven Solnick a appelé ce processus [« le pillage de l'État »](#). Les membres de la nouvelle classe dirigeante ont soit privatisé les biens de l'État (souvent pour quelques centimes d'euros), soit bénéficié de nombreuses occasions de détourner les bénéfices d'entités officiellement publiques vers des mains privées. Ils ont exploité les relations informelles avec les fonctionnaires de l'État et les failles juridiques souvent intentionnelles pour pratiquer l'évasion fiscale et la fuite des capitaux à grande échelle, tout en procédant à des rachats hostiles d'entreprises dans le but de réaliser des profits rapides à court terme.

L'économiste marxiste russe Ruslan Dzarasov a saisi ces pratiques avec le concept de [« rente d'initié »](#), soulignant la nature rentière des revenus extraits grâce au contrôle des flux financiers des entreprises, qui dépendent des relations avec les détenteurs du pouvoir. On retrouve bien sûr ces pratiques dans d'autres parties du monde, mais leur rôle dans la formation et la reproduction de la classe dirigeante russe est beaucoup plus important en raison de la nature de la transformation post-soviétique, qui a commencé par l'effondrement centrifuge du socialisme d'État et la reconstruction politico-économique qui

D'autres penseurs éminents, comme le sociologue hongrois Iván Szelényi, décrivent un phénomène similaire comme un [« capitalisme politique »](#). Suivant les analyses de Max Weber, le « capitalisme politique » se caractérise par l'exploitation de la fonction politique pour accumuler des richesses privées. J'appelle, pour ma part, « capitalistes politiques » la fraction de la classe capitaliste dont le principal avantage concurrentiel provient d'avantages sélectifs fournis par l'État, contrairement aux capitalistes dont l'avantage est ancré dans les innovations technologiques ou dans l'exploitation d'une main-d'œuvre particulièrement bon marché. Les « capitalistes politiques » ne sont pas propres aux seuls pays post-soviétiques, mais ils prospèrent précisément dans les régions où l'État a historiquement joué le rôle dominant dans l'économie et ont accumulé un immense capital, désormais ouvert à l'exploitation privée.

La présence du « capitalisme politique » est cruciale pour comprendre pourquoi, lorsque le Kremlin parle de « souveraineté » ou de « sphères d'influence », ce n'est en aucun cas le produit d'une obsession irrationnelle pour des concepts dépassés. En même temps, cette rhétorique ne représente pas nécessairement une articulation de l'intérêt national de la Russie, mais plutôt un reflet direct des intérêts de classe des capitalistes politiques russes. Si les avantages sélectifs fournis par l'État sont fondamentaux pour l'accumulation de leur richesse, ces capitalistes n'ont d'autre choix que de clôturer le territoire où ils exercent un contrôle monopolistique – un contrôle qui ne doit être partagé avec aucune autre fraction de la classe capitaliste.

Cet intérêt pour le « marquage du territoire » n'est pas partagé par les différents types de capitalistes, ou du moins n'est pas aussi important pour eux. Une controverse de longue date dans la théorie marxiste s'est centrée sur la question de savoir, pour paraphraser Göran Therborn, [« ce que fait réellement la classe dominante lorsqu'elle domine/dirige \[when it rules\] »](#). L'énigme à résoudre était que la bourgeoisie des États capitalistes [classiques] ne dirige généralement pas directement l'État. La bureaucratie d'État jouit généralement d'une autonomie substantielle par rapport à la classe capitaliste, mais elle sert en établissant et en appliquant des règles qui bénéficient à l'accumulation capitaliste. Les « capitalistes politiques », en revanche, n'exigent pas de telles règles générales mais un contrôle beaucoup plus étroit des décideurs politiques. Ou alors, ils occupent eux-mêmes les postes politiques et les exploitent pour leur enrichissement personnel.

Certes, de nombreuses icônes du capitalisme entrepreneurial classique ont bénéficié de subventions publiques, de régimes fiscaux préférentiels ou de diverses mesures protectionnistes. Pourtant, contrairement aux « capitalistes politiques », leur survie et leur expansion sur le marché ne dépendaient que rarement du groupe occupant des positions institutionnelles particulières, des partis au pouvoir ou des régimes politiques spécifiques. Le capital transnational pouvait et voulait survivre sans les États-nations dans lesquels se trouvaient leurs sièges sociaux – rappelez-vous [le projet de villes entrepreneuriales flottantes](#) en haute mer, indépendantes de tout État-nation, encouragé par des magnats de la Silicon Valley comme [Peter Thiel](#). Les capitalistes politiques ne peuvent pas survivre dans la compétition mondiale sans au moins un territoire où ils peuvent récolter des rentes d'initiés sans interférence extérieure.

Le conflit de classe dans la périphérie post-soviétique

La question de savoir si le « capitalisme politique » sera durable à long terme reste ouverte. Après tout, l'État doit prendre des ressources quelque part pour les redistribuer aux « capitalistes politiques ». Comme [le note Branko Milanovic](#), la corruption est un problème endémique du « capitalisme politique », même lorsqu'il est dirigé par une bureaucratie efficace, technocratique et autonome. Contrairement aux cas les plus réussis de ce type de capitalisme, comme la Chine, les institutions du parti communiste soviétique se sont désintégrées et ont été remplacées par des régimes basés sur des réseaux de patronage personnel utilisant la façade formelle de la démocratie libérale au service de leurs intérêts. Cela va souvent à l'encontre des impulsions visant à moderniser et à professionnaliser l'économie. Pour dire les choses crûment, on ne peut pas voler éternellement à la même source. Il faut se transformer en un modèle capitaliste différent afin de maintenir le taux de profit, soit par le biais d'investissements en capital ou d'une intensification de l'exploitation du travail, soit par le biais de l'expansion territoriale, afin d'obtenir davantage de sources d'extraction de la rente d'initié.

Mais tant le réinvestissement que l'exploitation du travail se heurtent à des obstacles structurels dans le « capitalisme politique » post-soviétique. D'une part, beaucoup hésitent à s'engager dans des investissements à long terme lorsque leur modèle d'entreprise et même leur propriété dépendent fondamentalement de certaines personnes au pouvoir. Il s'est généralement avéré plus opportun de simplement transférer les bénéfices sur des comptes offshore. D'autre part, la main-d'œuvre post-soviétique est urbanisée, éduquée, et pas particulièrement bon marché. Les salaires relativement bas de la région n'ont été possibles que grâce à l'infrastructure matérielle et aux institutions sociales que l'Union soviétique a laissées en héritage. Cet héritage représente un lourd fardeau pour l'État, mais il n'est pas facile de l'abandonner sans saper le soutien de groupes clés d'électeurs. En cherchant à mettre fin à la rivalité déchaînée entre « capitalistes politiques » qui a caractérisé les années 1990, les dirigeants bonapartistes comme Poutine et d'autres autocrates post-soviétiques ont atténué la guerre de tous contre tous en équilibrant les intérêts de certaines fractions de l'élite et en réprimant d'autres - sans pour autant altérer les fondements du « capitalisme politique ».

Lorsque l'expansion prédatrice a commencé à se heurter à des limites internes, les élites russes ont cherché à l'externaliser pour maintenir le taux de rente en augmentant le bassin d'extraction. D'où l'intensification des projets d'intégration dirigés par la Russie, comme l'Union économique eurasiennne. Ces projets se sont heurtés à deux obstacles. L'un était relativement mineur : les « capitalistes politiques » locaux. En Ukraine, par exemple, ils étaient intéressés par l'énergie russe bon marché, mais aussi par leur propre droit souverain à récolter des rentes d'initiés sur leur territoire. Ils ont pu instrumentaliser le nationalisme anti-russe pour légitimer leur revendication de la partie ukrainienne de l'État soviétique en voie de désintégration, mais ils n'ont pas réussi à élaborer un projet de développement national distinct.

Le titre du célèbre livre du deuxième président ukrainien, Leonid Kouchma, [L'Ukraine n'est pas la Russie](#), illustre bien ce problème. Si l'Ukraine n'est pas la Russie, alors qu'est-elle exactement ? L'échec généralisé des « capitalistes politiques » post-soviétiques non-russes à surmonter la crise d'hégémonie a rendu leur pouvoir fragile et finalement dépendant du soutien russe, comme nous l'avons vu récemment en Biélorussie et au Kazakhstan.

L'alliance entre le capital transnational et les classes moyennes diplômées dans l'espace

post-soviétique, représentée politiquement par des sociétés civiles pro-occidentales et organisées en ONG, a donné une réponse plus convaincante à la question de savoir ce qui devait pousser sur les ruines du socialisme d'État dégradé et désintégré. Il a ainsi représenté un obstacle plus important à l'intégration post-soviétique dirigée par la Russie et constitué le principal conflit politique dans l'espace post-soviétique qui a culminé avec l'invasion de l'Ukraine.

La stabilisation bonapartiste mise en œuvre par Poutine et d'autres dirigeants post-soviétiques a favorisé la croissance de la classe moyenne diplômée. Une partie de celle-ci partageait certains avantages du système, lorsque, par exemple, elle était employée dans la bureaucratie ou dans des entreprises publiques stratégiques. Cependant, une grande partie de ces couches était exclue du « capitalisme politique ». Leurs principales opportunités de revenus, de carrière et de développement de l'influence politique résidaient dans les perspectives d'intensification des liens politiques, économiques et culturels avec l'Occident. Dans le même temps, ces couches étaient à l'avant-garde du *soft power* occidental. L'intégration dans les institutions dirigées par l'Union européenne et les États-Unis représentait pour eux un projet d'ersatz de modernisation visant à rejoindre à la fois le « vrai » capitalisme et, plus généralement, le « monde civilisé ». Cela signifiait nécessairement rompre avec les élites et les institutions post-soviétiques, ainsi qu'avec les mentalités enracinées de l'ère socialiste des masses plébéiennes « arriérées » qui s'accrochaient à une certaine stabilité après le désastre des années 1990.

La nature profondément élitiste de ce projet est la raison pour laquelle il n'est jamais vraiment devenu hégémonique dans aucun pays post-soviétique, même lorsqu'il était stimulé par un nationalisme anti-russe historique, comme ce fut le cas en Ukraine. Aujourd'hui encore, la coalition négative mobilisée contre l'invasion russe ne signifie pas que les Ukrainiens sont unis autour d'un programme positif particulier. Dans le même temps, cela permet d'expliquer la neutralité sceptique du Sud lorsqu'il est appelé à se solidariser avec une grande puissance voulant se hisser au niveau des autres grandes puissances occidentales (la Russie) ou avec une périphérie de ces mêmes grandes puissances qui ne cherche pas à abolir l'impérialisme, mais à en rejoindre un meilleur (l'Ukraine). Pour la plupart des Ukrainiens, il s'agit d'une guerre d'autodéfense. Tout en reconnaissant cela, nous ne devons pas oublier le fossé entre leurs intérêts et ceux de ceux qui prétendent parler en leur nom, et qui présentent des programmes politiques et idéologiques très particuliers comme valables pour toute la nation – façonnant l'« autodétermination » conformément à un contenu de classe très spécifique.

La discussion sur le rôle de l'Occident dans la préparation de l'invasion russe se concentre généralement sur la position menaçante de l'OTAN envers la Russie. Mais si on tient compte du phénomène du « capitalisme politique », nous pouvons voir le conflit de classe qui se cache derrière l'expansion occidentale, et pourquoi l'intégration occidentale de la Russie sans transformation fondamentale de cette dernière n'aurait jamais pu fonctionner. Il n'y avait aucun moyen d'intégrer les « capitalistes politiques » post-soviétiques dans des institutions dirigées par l'Occident qui cherchaient explicitement à les éliminer en tant que classe en les privant de leur principal avantage concurrentiel : les avantages sélectifs accordés par les États post-soviétiques. Le programme dit « anti-corruption » a été un élément essentiel, sinon le plus important, de la vision des institutions occidentales pour l'espace post-soviétique, largement partagé par la classe moyenne pro-occidentale de la région. Pour les « capitalistes politiques », la réussite de ce programme signifierait leur fin politique et économique.

En public, le Kremlin tente de présenter la guerre comme une bataille pour la survie de la

Russie en tant que nation souveraine. L'enjeu le plus important, cependant, est la survie de la classe dirigeante russe et de son modèle de « capitalisme politique ». La restructuration « multipolaire » de l'ordre mondial résoudrait le problème pour un certain temps. C'est pourquoi le Kremlin tente de vendre son projet de classe spécifique aux élites du Sud qui obtiendraient leur propre « sphère d'influence » souveraine, fondée sur la prétention de représenter une « civilisation ».

La crise du bonapartisme post-soviétique

Les intérêts contradictoires des « capitalistes politiques » post-soviétiques, des classes moyennes diplômées et du capital transnational ont structuré le conflit politique qui a finalement donné naissance à la guerre actuelle. Cependant, la crise de l'organisation politique des « capitalistes politiques » a exacerbé la menace qui pèse sur eux.

Les régimes bonapartistes comme celui de Poutine ou celui d'Alexandre Loukachenko, en Biélorussie, s'appuient sur un soutien passif et dépolitisé. Ils tirent leur légitimité du fait qu'ils ont surmonté le désastre de l'effondrement post-soviétique, et non pas d'un consentement actif qui assurerait l'hégémonie politique de la classe dirigeante. Un tel régime autoritaire et personnalisé est fondamentalement fragile en raison du problème de la succession. Il n'existe pas de règles ou de traditions claires pour transférer le pouvoir, pas d'idéologie articulée à laquelle un nouveau dirigeant doit adhérer, pas de parti ou de mouvement dans lequel un nouveau dirigeant pourrait être socialisé. La succession représente le point de vulnérabilité où les conflits internes au sein de l'élite peuvent s'intensifier jusqu'à un degré dangereux, et où les soulèvements de la base ont plus de chances de réussir.

De tels soulèvements se sont accélérés à la périphérie de la Russie ces dernières années, notamment la révolution de Maidan en Ukraine en 2014, mais aussi les révolutions en Arménie, la troisième révolution au Kirghizstan, le soulèvement de 2020 en Biélorussie et, plus récemment, le soulèvement au Kazakhstan. Dans ces deux derniers cas, le soutien russe s'est avéré crucial pour assurer la survie du régime local. En Russie même, les rassemblements « Pour des élections équitables » organisés en 2011 et 2012, ainsi que les mobilisations ultérieures inspirées par Alexei Navalny, n'ont pas été négligeables. À la veille de l'invasion, l'agitation ouvrière était en hausse, tandis que les sondages montraient une baisse de la confiance en Poutine, avec une fraction croissante de la population qui souhaitait qu'il prenne sa retraite. Fait particulièrement inquiétant pour le pouvoir, l'opposition à Poutine était d'autant plus forte que les personnes interrogées étaient jeunes.

Aucune des révolutions post-soviétiques, dites de Maidan, n'a représenté une menace existentielle pour les « capitalistes politiques » post-soviétiques en tant que classe à part entière. Elles n'ont fait que remplacer des fractions de la même classe au pouvoir, et n'ont donc pu qu'intensifier la crise de la représentation politique à laquelle elles réagissaient en premier lieu. C'est pourquoi ces mouvements de protestation se sont si fréquemment répétés.

Les révolutions de Maidan sont des révolutions civiques urbaines contemporaines typiques, comme les définit [le politologue Mark Beissinger](#). Sur la base de données statistiques massives, Beissinger montre que, contrairement aux révolutions sociales du passé, les

révolutions civiques urbaines ne font qu'affaiblir temporairement le pouvoir autoritaire et donner du pouvoir aux sociétés civiles de la classe moyenne. Elles n'apportent pas un ordre politique plus fort ou plus égalitaire, ni des changements démocratiques durables. Typiquement, dans les pays post-soviétiques, les révolutions de type Maidan n'ont fait qu'affaiblir l'État et rendre les « capitalistes politiques » locaux plus vulnérables aux pressions du capital transnational – à la fois directement et indirectement via les ONG occidentales.

Ainsi, en Ukraine, après la révolution de Maidan, un ensemble d'institutions « anti-corruption » a été obstinément mis en avant par le FMI, le G7 et la société civile. Elles n'ont documenté aucun cas majeur de corruption au cours des huit dernières années. Cependant, elles ont institutionnalisé la surveillance des principales entreprises d'État et du système judiciaire par des ressortissants étrangers et des militants anti-corruption, réduisant ainsi les possibilités pour les capitalistes politiques nationaux de récolter des rentes d'initiés. Les « capitalistes politiques » russes auraient une bonne raison d'être nerveux face aux problèmes des oligarques ukrainiens autrefois puissants.

Les conséquences involontaires de la consolidation de la classe dirigeante

Plusieurs facteurs permettent d'expliquer le timing de l'invasion ainsi que l'erreur de calcul de Poutine concernant une victoire rapide et facile, comme l'avantage temporaire de la Russie en matière d'armes supersoniques, la dépendance de l'Europe à l'égard de l'énergie russe, la répression de la soi-disant opposition pro-russe en Ukraine, le blocage des accords de Minsk de 2015 suite à la guerre du Donbass, ou encore l'échec des services de renseignement russes en Ukraine. Ici, j'ai cherché à esquisser à très grands traits le conflit de classe derrière l'invasion, à savoir, d'une part, celui qui oppose les « capitalistes politiques » intéressés par l'expansion territoriale pour soutenir le taux de rente et, d'autre part, le capital transnational allié aux classes moyennes diplômées – qui ont été exclues du « capitalisme politique ».

Le concept marxiste d'impérialisme ne peut être appliqué utilement à la guerre actuelle que si nous sommes en mesure d'identifier les intérêts matériels qui le sous-tendent. En même temps, le conflit ne concerne pas seulement l'impérialisme russe. Le conflit qui est actuellement résolu en Ukraine par les chars, l'artillerie et les roquettes est le même que celui que les matraques de la police ont réprimé en Biélorussie et en Russie même. L'intensification de la crise d'hégémonie post-soviétique – l'incapacité de la classe dirigeante à développer un leadership politique, moral et intellectuel durable – est la cause première de l'escalade de la violence.

La classe dirigeante russe est diverse. Certaines de ses composantes subissent de lourdes pertes en raison des sanctions occidentales. Toutefois, l'autonomie partielle du régime russe par rapport à la classe dirigeante lui permet de poursuivre des intérêts collectifs à long terme indépendamment des dommages subis par certains de ses représentants ou par des groupes individuels. Dans le même temps, la crise de régimes similaires dans la périphérie de la Russie exacerbe la menace existentielle qui pèse sur la classe dirigeante russe dans son ensemble. Les fractions les plus souverainistes des « capitalistes

politiques » russes prennent le dessus sur les fractions les plus compradores, mais même ces dernières comprennent probablement que, avec la chute du régime, tous seront perdants.

En lançant la guerre, le Kremlin a cherché à atténuer cette menace dans un avenir prévisible, avec pour objectif ultime la restructuration « multipolaire » de l'ordre mondial. Comme [le suggère Branko Milanovic](#), la guerre donne une légitimité au découplage russe de l'Occident, malgré les coûts élevés, et rend en même temps extrêmement difficile de revenir en arrière après l'annexion de parties encore plus grandes de territoire ukrainien. Dans le même temps, la clique dirigeante russe élève l'organisation politique et la légitimation idéologique de la classe dominante à un niveau supérieur. Il y a déjà des signes d'une transformation vers un régime politique autoritaire plus consolidé, idéologique et mobilisateur, avec des allusions explicites au « capitalisme politique » plus efficace à la Chine, vue comme le modèle à suivre. Pour Poutine, il s'agit essentiellement d'une nouvelle étape dans le processus de consolidation post-soviétique qu'il a entamé au début des années 2000 en apprivoisant les oligarques russes. Au récit lâche de la prévention du désastre et du rétablissement de la « stabilité » brandi lors de la première étape succède maintenant un nationalisme conservateur plus articulé (dirigé à l'étranger contre les Ukrainiens et l'Occident, mais aussi, à l'intérieur, contre les « traîtres » cosmopolites) comme seul langage idéologique largement disponible dans le contexte de la crise idéologique post-soviétique.

Certains auteurs, [comme le sociologue Dylan Riley](#), affirment qu'une politique hégémonique plus forte d'en haut peut contribuer à favoriser la croissance d'une politique contre-hégémonique plus forte venant d'en bas. Si c'est le cas, l'évolution du Kremlin vers une politique plus idéologique et mobilisatrice pourrait créer les conditions d'une opposition politique de masse plus organisée, plus consciente et plus enracinée dans les classes populaires qu'aucun pays post-soviétique n'en a jamais vu, et finalement celles d'une nouvelle vague sociale-révolutionnaire. Un tel développement pourrait, à son tour, modifier fondamentalement l'équilibre des forces sociales et politiques dans cette partie du monde, mettant potentiellement fin au cercle vicieux dans lequel elle est enfermée depuis l'effondrement de l'Union soviétique il y a maintenant quelque trois décennies.

*

Cet article a été [initialement publié dans Jacobin](#) (Etats-Unis) le 3 octobre 2022. Traduction pour *Contretemps* par Stathis Kouvélakis.